Procès-Verbal

Séance du 25 Novembre 2024

L'an 2024 et le 25 Novembre à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de LEPAN Frédéric Maire.

Présents : M. LEPAN Frédéric, Maire, M. JUNIER Éric, Mme FRANSQUIN Laurence, Mme DARTHOIS Sylviane, Mme SAUTRET Christiane, M. BASTIEN Jean-Claude, Mme SARTOR Laurence, M. BINETRUY Thierry, M. MARTINELLO Jean-François, Mme MOREAUX Sabine

Excusé(s) ayant donné procuration : Mme BERNIER Jocelyne à Mme DARTHOIS Sylviane, M. MOUCHEL Florian à M. LEPAN Frédéric, M. HANRIOT Francis à M. JUNIER Éric
Excusé(s) : Mme DROUIN Flavie, M. MOREAUX Mathieu

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 15
- Présents : 10

Date de la convocation : 18/11/2024

Date d'affichage : 18/11/2024

A été nommé(e) secrétaire : M. BASTIEN Jean-Claude

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

Décision du conseil municipal sur les zones d'accélération des énergies renouvelables - 2024_38

LUTTE CONTRE LES DECHETS ABANDONNES DIFFUS - 2024_39

Avis du conseil municipal sur le traitement de terres polluées - 2024_40

Décision modificative du budget n°4 - 2024_41

Décision modificative du budget n°4 - 2024_41_1

Maison des associations: attribution du lot 11 - 2024_42

Tarifs communaux - 2024_43

Dénomination "impasse Gué Madeleine" - 2024_44

Protection sociale complémentaire:

Convention de participation pour la couverture du risque prévoyance des agents - 2024_45

**Réf : 2024_38 : Décision du conseil municipal sur les zones d'accélération des énergies renouvelables
A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)**

Vu la loi n° 2021-1104 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets en date du 22 août 2021,

Vu la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, et particulièrement son article 15 codifié à l'article L141-5-3 du code de l'énergie ;

Vu la concertation en date du 4 octobre 2024 au 4 novembre 2024 inclus organisée avec la population de la commune.

M le Maire indique au conseil municipal que la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi APER, vise à accélérer et simplifier les projets d'implantation de producteurs d'énergie et à répondre à l'enjeu de l'acceptabilité locale.

Son article 15 demande aux communes de définir, par délibération du conseil municipal, après concertation du public selon des modalités qu'elles déterminent librement, des zones d'accélération où elles souhaitent prioritairement voir des projets d'énergies renouvelables s'implanter (zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables, ainsi que de leurs ouvrages connexes, ZAENR).

La définition des ZAENR permet à la commune d'identifier les secteurs où elle souhaite prioritairement voir des projets s'implanter et de renforcer l'acceptabilité des ENR sur le territoire communal. Pour les porteurs de projet, cela donne un signal clair les incitant à implanter leurs projets en ZAENR, dans la mesure où un projet situé en ZAENR a fait l'objet d'une première concertation et qu'il pourra également bénéficier d'avantages financiers.

Ces ZAENR peuvent concerner toutes les énergies renouvelables (ENR). Elles sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'ENR, en tenant compte de la nécessaire diversification des ENR, des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'ENR déjà installée. (L141-5-3 du code de l'énergie). Pour les porteurs de projet, cela donne un signal fort

Ces zones d'accélération ne sont pas des zones exclusives. Des projets pourront être autorisés en dehors. A contrario, elles ne figent pas des secteurs en attendant d'éventuels porteurs de projets.

M le Maire précise que :

- Pour un projet, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas son autorisation, celui-ci devant, dans tous les cas, respecter les dispositions réglementaires applicables et en tout état de cause l'instruction des projets reste faite au cas par cas.

- L'enjeu est que ces zones soient suffisamment grandes pour atteindre les objectifs énergétiques fixés aux différents niveaux (national, régional, local...).

- La commune a l'obligation de transmettre la délibération relative aux zones d'accélération au référent préfectoral aux énergies renouvelables, à l'EPCI dont il est membre afin qu'un débat au sein de l'organe délibérant de l'EPCI sur la cohérence des zones par rapport au projet de territoire de l'EPCI soit organisé.

M le Maire fait le bilan de la concertation de la population :

- Les éléments nécessaires à la compréhension des propositions de ZAENR pour les ENR mises en œuvre par la commune ont été les suivantes :

* Un dossier de consultation et un registre pour recueillir les observations ont été mis à disposition du public en Mairie

* Un dossier de consultation a été mis en ligne sur le site internet de la commune avec possibilité de faire des observations par email sur l'adresse de messagerie de la commune

- Le bilan de la concertation est le suivant :

* Aucune observation sur le registre mis à disposition du public en Mairie

* Une observation a été transmise sur l'adresse mail de la Mairie. Cette observation valide la proposition faite par la commune.

Compte tenu de ces éléments, M le Maire expose que les ZAENR proposées à la concertation sont désormais les suivantes :

- pour le solaire photovoltaïque au sol :

- parcelles cadastrées D 700 (17 000m²) et AC 166 (3670m²), présentées sur la carte en annexe.

M le Maire propose donc au conseil municipal d'émettre un avis favorable aux ZAENR proposées ci-dessus.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Mr le Maire, et après en avoir délibéré :

- DEFINIT comme zones d'accélération des énergies renouvelables de la commune les zones proposées figurant en annexe à la présente délibération.

- VALIDE la transmission de la cartographie de ces zones au référent préfectoral à l'instruction des projets d'énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique, du département de la Marne, ainsi qu'à la Communauté Urbaine du Grand Reims,

- VALIDE le principe de l'intégration de ces zones dans le document d'urbanisme de la commune dès que la cartographie départementale sera arrêtée, en application du II de l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme.

- DEMANDE à Communauté Urbaine du Grand Reims l'intégration de ces zones dans le document d'urbanisme dès que la cartographie départementale sera arrêtée, en application du II de l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme.]

Réf : 2024_39 : LUTTE CONTRE LES DECHETS ABANDONNES DIFFUS

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles L.541-10 et R.543- 53 à R.543-56,

VU l'arrêté du 30 septembre 2022 portant modification de l'arrêté du 29 novembre 2016 modifié relatif à la procédure d'agrément et portant cahier des charges des éco-organismes de la filière des emballages ménagers,

VU l'arrêté du 21 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages dont les détenteurs finaux sont les ménages dans les conditions prévues par les articles R. 543-53 à R. 543-65 du code de l'environnement,

Considérant que l'éco-organisme CITEO, en charge de la responsabilité élargie des producteurs sur les emballages, propose aux collectivités territoriales qui assurent le nettoyage des déchets d'emballages ménagers abandonnés une convention leur permettant une prise en charge des coûts liés au nettoyage et à la réduction de ces déchets abandonnés sur l'espace public, sous la forme de soutiens financiers, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025, reconductible pour une durée de trois ans,

Considérant que CITEO favorise le groupement de communes dans le cadre de cette convention de soutien avec la désignation d'une collectivité Responsable. La gestion de ce Groupement de Communes est formalisée par une Convention type de Groupement associée à la convention de soutien.

Considérant que CITEO a confirmé que la Communauté urbaine du Grand Reims peut adhérer à cette convention de soutien au titre de ses compétences dans les domaines de la création, les investissements, l'entretien et le fonctionnement d'équipements touristiques, la propreté sur les voiries d'intérêt communautaire et l'aménagement et l'entretien de la coulée verte,

Vu l'exposé de M le Maire, Après en avoir délibéré,

- décide désigner la Communauté urbaine du Grand Reims comme responsable du groupement de communes pour adhérer et signer la convention de soutien avec CITEO dans le cadre de la lutte contre les déchets abandonnés diffus sur l'espace public,

- d'autoriser M le Maire à signer la convention type de groupement associée à la convention de soutien, désignant le Grand Reims responsable du Groupement,

- de renoncer à solliciter un soutien auprès de CITEO, au titre de la commune, pendant la durée de la convention de groupement.

Réf : 2024_40 : Avis du conseil municipal sur le traitement de terres polluées

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

M le Maire rappelle l'arrêté préfectoral (du 07/10/2024) relatif à l'ouverture d'une enquête publique concernant l'installation d'une plateforme de traitement de terres polluées sur le territoire de la commune de Prunay présentée par la société "Lingenheld Environnement Champagne".

Il indique que conformément à l'article 10 de cet arrêté, le conseil municipal est appelé à donner son avis sur cette demande dès l'ouverture de l'enquête publique qui se tiendra en mairie du 04/11/2024 au 06/12/2024.

M le Maire rappelle le projet de la société "Lingenheld Environnement Champagne" : l'activité principale de cette plateforme consiste à faire transiter et traiter des terres et sédiments pollués. Dès réception des terres préalablement sélectionnées selon des critères chimiques, celles-ci seront triées par un système de criblage. Les terres brutes seront séparées en deux flux : les terres non polluées seront stockées sur la plateforme et évacuées en tant que granulats valorisables ; les terres polluées seront quant à elles divisées en 2 lots distincts destinés à être valorisés auprès d'une autre centre de la société ou destinés à être traités.

Après débats et discussion, le conseil municipal à l'unanimité, émet un avis favorable à cette activité.

Réf : 2024_41 : Décision modificative du budget n°4

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Après exposé de M le Maire, le conseil municipal valide à l'unanimité les virements de crédits suivants :

+ 3 140.00€ à l'article 615221

+ 110.00€ à l'article 65313

+ 60.00€ à l'article 653172

- 1 310.00€ à l'article 6411

- 2 000.00€ à l'article 6450

Réf : 2024_42 : Maison des associations: attribution du lot 11

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Monsieur le Maire rappelle la consultation lancée via la plateforme "Marchés Sécurisés" en vue de l'attribution des travaux de l'opération citée en objet.

Il rappelle également la délibération 2024-36 attribuant les lots 1 à 10 et 12 et précisant que le lot 11 n'a pas été attribué.

Après une nouvelle consultation, la commission d'appel d'offres a décidé d'attribuer le lot 11 comme indiqué ci-après:

Lot 11 : Entreprise "SRK" pour un montant de 34 956.47€ HT

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché de travaux avec les entreprises,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Réf : 2024_43 : Tarifs communaux

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de fixer les tarifs des différents services municipaux comme exposé ci-dessous à compter du **1er janvier 2026**:

LOCATION DE LA SALLE DES FÊTES		
	Prunaysiens	Non Prunaysiens
Location week-end	500.00€	800.00 €
Location journée (hors vendredi)	400.00€	400.00€

Monsieur le Maire propose de maintenir la gratuité pour les associations à raison de deux fois par an (à condition que le ménage soit effectué par celles-ci, sinon la location sera facturée 120 €).

Tarifs à compter du 1^{er} janvier 2025 :

RESTAURATION SCOLAIRE, GARDERIES, AIDE AUX DEVOIRS	
Service	Tarif
Repas	Deux premiers enfants : 6.33€ (repas : 3.83€ - garderie : 2.50€) Troisième enfant : 5.43€ (repas : 2,93€ - garderie : 2.50€)
Garderie du matin	2.10€

Garderie du soir	2.10€
Forfait garderie 18h00-18h30	2.50€
Aide aux devoirs	2.10€

Tarif des concessions à compter du 01 janvier 2025 :

Pleine terre ou caveaux : 60,00 euros le mètre carré. Les emplacements sont au minimum de deux carrés et vont par multiple de deux.

Cave urne : 60,00 euros l'emplacement

Columbarium : 60,00 euros la case.

Toutes les concessions sont accordées pour une durée de 50 ans.

Réf : 2024_44 : Dénomination "impasse Gué Madeleine"

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29 et L. 2121-30,

Considérant l'obligation de dénommer les voies publiques ou privées ouvertes à la circulation,

Considérant la nécessité d'assurer le bon fonctionnement des services, notamment de secours et postaux, et de faciliter le repérage de la population au sein de la commune, suite à la création du lotissement sur les parcelles AD 181 et 182, lieu-dit les Bournots,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- propose de nommer cette nouvelle voirie " Impasse du Gué Madeleine",
- demande à la Communauté Urbaine du Grand Reims de bien vouloir valider cette proposition.

Réf : 2024_45 : Protection sociale complémentaire:

Convention de participation pour la couverture du risque prévoyance des agents

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Dans le souci d'assurer une couverture de prévoyance de qualité aux agents à effet du 1^{er} janvier 2025, le conseil municipal, par délibération du 05/02/2024, après avis du CST placé auprès du CDG le 16 janvier 2024 a donné mandat au Centre de gestion de la Fonction Publique de la Marne, pour l'organisation, la conduite et l'animation du dialogue social au niveau départemental en vertu des dispositions de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale, ainsi que pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un organisme d'assurance et la conclusion d'une convention de participation pour la couverture du risque Prévoyance des agents à effet du 1^{er} janvier 2025.

Ainsi, le Centre de gestion et les organisations syndicales ont :

- engagé un processus de négociation qui a abouti à un accord collectif départemental en date du 26 juillet 2024,

- lancé une consultation au niveau départemental pour être en mesure de proposer aux employeurs publics territoriaux l'adhésion à une convention de participation et la souscription aux contrats d'assurance collectifs, de prévoyance complémentaire à compter du 1^{er} janvier 2025, adossés à celle-ci.

Cette mutualisation des risques, organisée au niveau départemental, permet de garantir aux personnels des employeurs publics territoriaux :

- l'accès à des garanties collectives sans considération notamment de l'âge, de l'état de santé, du sexe ou de la catégorie professionnelle ;
- un niveau de couverture adéquat reposant sur les garanties les plus pertinentes compte-tenu des besoins sociaux et des contraintes économiques des employeurs publics concernés ;
- le bénéfice de taux de cotisations négociés et maintenus pendant 3 ans.

Le Maire précise qu'afin de pouvoir adhérer définitivement à ce dispositif de protection des agents, il convient de :

- Choisir un niveau de couverture à adhésion obligatoire pour l'ensemble des agents garantissant : **les risques Incapacité Temporaire de Travail et Invalidité à hauteur de 90 % des revenus nets des agents (TBI, NBI et RI) + le risque décès toutes cause à hauteur de 10 000 € ;**
- Définir la participation en tant qu'employeur, cette participation ne pouvant pas être inférieure à 50 % du montant de la cotisation acquittée par les agents au titre du régime de base à adhésion obligatoire retenu.

Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L.452-11, L. 221-1 à L. 227-4 et L. 827-1 à L. 827-12 ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique ;

Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la délibération du conseil municipal du 05/02/2024 donnant mandat au Centre de gestion de la Marne pour l'organisation, la conduite et l'animation du dialogue social au niveau départemental et pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un organisme d'assurance et la conclusion d'une convention de participation pour la couverture du risque Prévoyance.

Vu l'accord collectif départemental du 26 juillet 2024 relatif aux régimes de prévoyance complémentaires, à adhésion obligatoire, du personnel du Centre de Gestion de la Marne et des employeurs publics territoriaux ayant formalisé l'un de ces régimes.

Vu la convention de participation pour une couverture en prévoyance sur des contrats collectifs à adhésion obligatoire signée entre le Centre de Gestion de la Marne et le Groupement « Territoria Mutuelle-Alternative Courtage »

Vu l'accord collectif du CST départemental du 10 septembre 2024 instituant un régime de prévoyance complémentaire, à adhésion obligatoire, au bénéfice de l'ensemble du personnel.

Après discussion, l'assemblée décide de :

- Adhérer à la convention de participation pour la couverture du risque prévoyance et au contrat collectif à adhésion obligatoire afférent au bénéfice de l'ensemble des agents de la commune de Prunay,

- Souscrire la garantie de base à adhésion obligatoire à hauteur de 90 % du revenu net des agents en cas d'Incapacité Temporaire de Travail ou d'Invalidité + risque décès toutes cause à hauteur de 10 000€ à effet du 1^{er} janvier 2025 ;

- Participer financièrement à la cotisation des agents à hauteur de 50 % de la cotisation acquittée par les agents,

- Décide que l'adhésion au régime des agents contractuels est subordonnée à une condition d'ancienneté de 6 mois, conformément à l'article 2.8. de l'accord national du 11 juillet 2023.

Cette ancienneté s'entend de la présence effective de l'agent (constatée sur une durée globale d'un an) dans la collectivité ou dès l'arrivée dans la collectivité dès lors que la durée du contrat liant l'agent à la collectivité est supérieure ou égale à l'ancienneté fixée

La mise en place du contrat collectif de prévoyance à adhésion obligatoire est formalisée par un accord collectif local, adopté par le CST placé auprès du CDG, par avis du 10 septembre 2024. Cet accord vient entériner, à minima, le niveau de garantie retenu, les modalités et le niveau de participation employeur ainsi que les conditions d'ancienneté des agents contractuels. **Il est publié sur le site internet du CDG51.**

Questions diverses :

Complément de procès-verbal :

Séance levée à: 20 :45

En mairie, le 09/01/2025

Le Maire
Frédéric LEPAN

Secrétaire de séance
M Jean-Claude BASTIEN